

Promouvoir les modes de garde collectifs dans les territoires ruraux : une opportunité de répondre à l'ensemble des ODD et notamment d'égalité des sexes

François Fatoux, Fondateur de « Crèches durables », expert RSE, Égalité Femmes Hommes

Le droit à l'éducation pour tous les petits

Dans les 17 objectifs de développement durable pris par l'ONU à atteindre à l'horizon 2030 figure le droit à l'éducation et notamment l'objectif 4.2 qui propose « que l'ensemble des jeunes filles et des garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité ».

Depuis longtemps, nous savons que la scolarisation des enfants est un axe majeur de développement d'un pays. C'est la raison pour laquelle les États font de la scolarisation des enfants une priorité nationale. Des moyens conséquents ont été concentrés sur l'école primaire. Mais depuis quelques années, les grandes institutions internationales s'intéressent à l'éducation préscolaire qui relevait jusqu'à présent de la responsabilité des familles et de ce fait, des femmes.

Des travaux de recherche ont fait émergé le concept « d'investissement social » popularisé par un prix Nobel d'économie James HECKMAN.

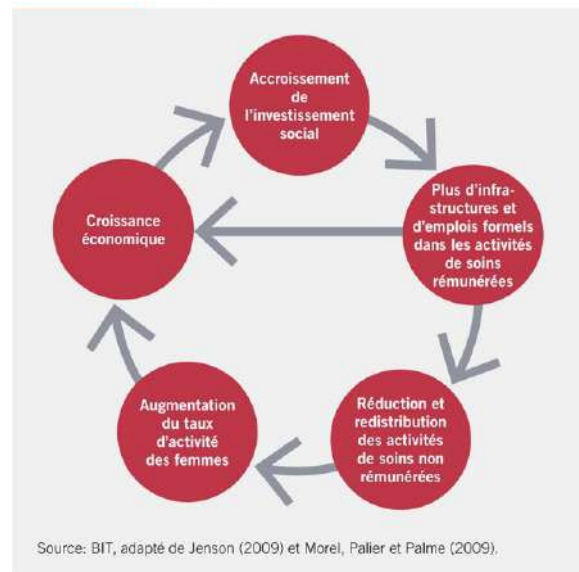
Concept d'investissement social

Investir dans l'éducation des enfants défavorisés, dès le plus jeune âge, permet de limiter l'échec scolaire et les coûts sociaux qu'il engendre tout au long de la vie des personnes. Cet investissement est bénéfique pour les enfants, leur famille et, plus largement, la communauté.



Des organisations publiques internationales ont pris le relais en l'inscrivant dans leur politique : l'OCDE, la Banque mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF et l'Union européenne. Elles ont bien compris que le concept d'investissement social pouvait être un levier de développement et de croissance économique, notamment pour permettre aux femmes de pouvoir accéder au marché du travail et pour élever le niveau de qualification de la population.

Le cercle vertueux de l'investissement social dans les activités de soins à autrui



Bureau international du travail : le cercle vertueux de l'investissement social

Ouvrir des crèches, des écoles préscolaires peut apparaître comme un investissement hors d'atteinte dans de nombreux pays du Maghreb et d'Afrique, notamment dans les pays où la scolarisation des enfants à l'école primaire n'est pas assurée représente un investissement conséquent, surtout s'il doit être fait au profit de familles vivant en milieu rural (zones désertiques, montagneuses), ou dans des villages qui n'ont pas d'accès routier, d'accès à l'eau et à l'électricité.

Le développement de structures de soins, de garde et d'éducation au profit des tous petits nécessite d'avoir un regard holistique où tous les enjeux du développement durable seront pris en compte. Les objectifs de développement durable nous offrent cette opportunité de penser des crèches et des écoles pour satisfaire aux 17 ODD définis par l'ONU.



Les 17 objectifs de développement durable de l'ONU

Il est possible de mettre en place des crèches et des écoles dites durables dans les territoires ruraux:

1. Respectueuses de l'environnement en innovant dans leur construction et leur gestion: énergies renouvelables, éco matériaux, eau potable : respect des ODD 6, 7, 9, 11, 12 et 13.

Projet d'école préscolaire écologique au Maroc en milieu rural

Dans le cadre de la COP22, la Fondation marocaine de promotion de l'enseignement préscolaire (FMPS) a travaillé sur un projet d'école écologique

L'école sera construite avec des matériaux locaux (pierre sèche pour les murs, algue maritime pour l'isolation) et selon deux techniques de construction locales connues sous le nom de Tazota (constructions monocellulaires à voûte en encorbellement) et Toufris (galerie souterraine) ; elle sera alimentée par énergie solaire ; et son bassin de canards fonctionnera en circuit fermé

2. Qui encouragent une agriculture de proximité et une bonne alimentation pour les enfants avec la mise à disposition de jardins potagers pour les enfants : respect des ODD 2, 3 et 12.

Ces jardins permettront aux enfants de découvrir les différentes composantes de la nature. Ils leur offriront surtout une alimentation saine et équilibrée. La création de jardins potagers s'appuyant sur les avancées de l'agro écologie et de la permaculture permettra d'offrir aux familles qui entretiennent le jardin pour le compte de l'école des activités génératrices de revenus (AGR).

Des institutions internationales comme la FAO ou le Programme alimentaire mondial encouragent la création de cantines scolaires.

Le Programme alimentaire mondial et les repas scolaires

Avantages mis en avant

Éducation: les repas scolaires encouragent les ménages pauvres à envoyer et à maintenir leurs enfants à l'école. Les programmes ciblent souvent les jeunes filles et leur permettent d'accéder à l'éducation même dans les sociétés qui les excluent traditionnellement de l'école.

Protection sociale: les repas scolaires contribuent à briser le cycle de la faim, de la pauvreté et de l'exploitation des enfants dans les régions les plus pauvres du monde. Ils concourent également à venir en aide aux enfants touchés par le VIH/sida, aux orphelins, aux enfants handicapés et aux anciens enfants soldats.

Nutrition: les repas scolaires, assurés parallèlement à des activités de déparasitage et à l'enrichissement des aliments en micronutriments, offrent d'importants avantages sur le plan nutritionnel.

Agriculture locale: créer un lien entre les petits

agriculteurs et les programmes d'alimentation scolaire permet de soutenir l'économie rurale et contribue à rendre les programmes plus durables.

Communauté: les écoles sont au cœur de nombre de villages et de communautés. Les repas scolaires rapprochent les professeurs, les parents, les cuisiniers et les enfants.

3. Qui s'inscrivent dans une démarche d'ancrage territorial, en prenant en compte les attentes des collectives locales et des ONG : respect de l'ODD 11.

Des études portant sur les écoles rurales dans des zones très reculées montrent qu'une implication forte des parents et des communautés dans la gouvernance des écoles est facteur clé de pérennité.

Généralisation du préscolaire au Maroc par une mobilisation des collectivités locales

Le Royaume du Maroc en juillet 2018 s'est engagé dans un objectif très ambitieux de généralisation du préscolaire. Le ministre de l'Éducation a mis en avant le rôle des collectivités : « les études ont montré que les meilleurs modèles à travers le monde d'écoles performantes sont ceux des écoles dont la gestion et le fonctionnement sont totalement dévolus à la commune, ce qui lui permet de contribuer directement à la réussite du projet de l'école, que ce soit en matière de transport scolaire, de vie scolaire, de cantine, d'activités parascolaires, etc. Il faut instaurer un nouveau mode de gouvernance de nos écoles, basé sur un véritable projet d'établissement, dans un esprit de management de proximité, le seul à même de lui assurer un minimum d'autonomie dans la gestion de ses fonds et dans le choix de ses priorités ».

4. Respectueuses des droits des personnels éducatifs et de garde des enfants en posant le principe d'un travail décent.

La mise en place de crèches permettra à la fois d'améliorer le statut de toutes les femmes qui, jusqu'à présent, assuraient une garde collective des enfants en tant que nounous ou travailleuses domestiques. Elle permettra aussi à toutes les femmes qui travaillent dans le secteur informel, dans l'agriculture, l'artisanat, d'améliorer leurs conditions de vie : respect de l'ODD 8.

C'est l'occasion de souligner l'action des organisations publiques internationales comme le BIT pour souligner la nécessité d'offrir aux femmes

de véritables systèmes de garde collectif, et ce alors même qu'elles sont dans le secteur informel.

Le bureau international du travail BIT et la garde des enfants pour les femmes du secteur de l'informel

« Fournir des soins de garde à leurs enfants est particulièrement difficile pour les familles pauvres, pour qui la garde payante des enfants est impossible et/ou inabordable. En l'absence de tout autre soutien pour la garde des enfants, les familles pauvres font face en laissant les enfants seuls à la maison, en demandant l'aide d'une sœur plus âgée ou en prenant avec eux les enfants au travail.

Le fait d'emmener les enfants au travail peut satisfaire les besoins immédiats des parents mais ne résout pas la problématique plus étendue du travail-famille. L'emploi dans l'économie informelle est souvent associé à de bas salaires et à une faible productivité nécessitant de longues heures de travail afin de réaliser un revenu de subsistance minimum, soustrayant du temps et de substantiels revenus aux familles de travailleurs.

Dans certains cas, les enfants évoluent dans des environnements dangereux, par exemple lorsqu'ils sont exposés aux pesticides ou à des conditions climatiques extrêmes dans les champs agricoles ou encore aux dangers de la pollution et du trafic sur les marchés. »

Extraits de l'étude du BIT « Accroître les opportunités de travail des femmes : les travailleurs de l'économie informelle et les services de garde des enfants ». Naomi Cassirer et Laura Addati

5. Qui affirment le principe d'égalité des sexes et de réduction des inégalités entre génération: respect des ODD 1 et 5.

Nous savons que ce sont les femmes, à tout âge, surtout en milieu rural, qui souffrent le plus d'absence de structure de garde collectives. Ce sont les petites filles qui ne vont pas à l'école en milieu rural, contribuant ainsi aux mariages forcés et précoces. Ce sont les femmes qui ne peuvent faire carrière dans les entreprises et administrations publiques, faute de pouvoir concilier travail et vie familiale. Ce sont les femmes qui vivent en milieu rural.

Un réseau mondial WIEGO (Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing) s'est constitué en 1997 pour donner aux travailleuses du secteur informel de véritables droits. WIEGO est engagé sur plusieurs programmes, notamment l'accès à des modes de garde pour les travailleuses.

Initiative « Child Care Campagne du réseau WIEGO »

Cette campagne visant à promouvoir des structures des garde publiques, associatives et sous forme de statut coopératif. Extrait : « Nous voulons que les gouvernements nationaux et les autorités locales comprennent que les travailleuses de l'informel ont besoin de services publics de garde d'enfants de qualité pour pouvoir travailler et gagner plus. Les enfants de ces femmes travailleuses méritent de grandir, d'apprendre et d'être en bonne santé. Les travailleuses et travailleurs âgé(e) s ont également le droit de se reposer sans avoir à assumer la responsabilité de gagner un revenu et de s'occuper des jeunes enfants.



6. intégrant les enjeux culturels

(reconnaissance des langues locales, transmission de la culture, affirmation des valeurs de solidarité entre générations et de citoyenneté: respect des ODD 16 et 17.

7. Prenant en compte des enjeux de santé publique

(malnutrition, prévention de certaines pathologies : diabète, obésité) : respect de l'ODD 3.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre d'un rapport publié en 2014 ont dénoncé un système alimentaire qui ne parvient pas à éradiquer la faim et encourage l'obésité. De plus en plus de pays

doivent faire face à cette double menace, d'où la nécessité d'aborder les questions d'alimentation le plus tôt possible dans la vie des familles..

Banque mondiale « investir dans la petite enfance pour garantir l'avenir de l'Afrique »

La Banque mondiale a publié en 2010 une étude qui souligne la nécessité d'un investissement le plus tôt possible dans les systèmes éducatifs : « Les données mondiales démontrent que, pour que les individus, les économies et les sociétés puissent réaliser leur plein potentiel, les citoyens ont besoin a) d'une nutrition adéquate et de soins de santé de qualité durant les 1 000 premiers jours de la vie de l'enfant, b) d'un apprentissage et d'une stimulation précoces; et c) de soins appropriés et d'une protection contre la pauvreté et le stress avant même la grossesse »

Comment mettre en œuvre de manière opérationnelle le concept de « crèches et écoles durables »

Sur le papier, le concept de « crèches et d'écoles durables » est séduisant mais encore faut-il le rendre opérationnel. Ce concept doit être mis en œuvre pour intégrer plusieurs facteurs : a) le contexte juridique, économique et culturel du pays ; b) la dimension territoriale du projet si l'on est en dans une zone désertique, une grande ville ou en périphérie ou dans une zone montagneuse ; c) la dynamique associative présente sur le territoire.

Ce qui fait la richesse et la faiblesse de la société civile est sa capacité à se déployer de manière très variable selon les enjeux : environnement, éducation, solidarité.

Certains pays ont opté pour une politique de généralisation du préscolaire dans un cadre où tout est codifié sur un plan national : normes sanitaires, construction des bâtiments, référentiel pédagogique, participation financière des familles, statut des enseignants et des personnels de garde, gestion publique des établissements.

Cette approche peut sembler aller de soi mais, compte tenu de l'importance des besoins, il ne faudrait pas ouvrir en parallèle d'autres pistes, notamment les trois suivantes:

1 Encourager des acteurs associatifs et des entrepreneurs sociaux à gérer des crèches et écoles préscolaires, notamment en milieu rural. Cela passe par la création d'une formation d'entrepreneur social orientée vers le secteur de la petite enfance. Aujourd'hui, aucun pays du sud de la Méditerranée ne propose ce type de formation. Quel meilleur message adressé à la jeunesse que les diasporas pour leur dire qu'ils peuvent créer de véritables entreprises répondant à un besoin social.

2 Développer un groupe de travail au service des décideurs politiques, économiques et associatifs qui souhaitent mettre en œuvre le concept de « crèches et écoles durable » en zone rurale. Ces équipes pluridisciplinaires s'appuieraient sur des compétences issues de la gouvernance associative, de l'agro-écologie, des énergies renouvelables, de la santé, du genre et de l'éducation..

3 Mettre en place une plateforme électronique de bonnes pratiques, croisant une dimension pays, enjeux DD et mobilisation des acteurs. Cette plateforme ferait ressortir toute la richesse et la diversité des initiatives démontrant ainsi la capacité des acteurs dans tous les pays de la Méditerranée à s'inscrire dans une démarche d'innovation et performance sociale, sociétale et environnementale.

En conclusion, en affirmant le droit à une éducation préscolaire pour tous et toutes dans le cadre d'une approche systémique de développement durable, nous avons l'opportunité de remobiliser les différents acteurs publics et associatifs qui doutent de leur capacité à agir.

Alors que le discours public est tourné sur des logiques de coûts, de rentabilité, de coûts et de moyens, financiers, juridiques et humains, nous pourrions aussi raisonner en termes d'investissement et de projet d'avenir.

C'est l'occasion de remobiliser les États et les collectivités publiques confrontées à des contraintes budgétaires, la société civile qui n'a pas suffisamment conscience de sa capacité à générer de l'innovation sociale, sociétale et environnementale.

Encore faut-il que ces acteurs fassent preuve d'humilité et s'inscrivent dans une culture de l'écoute et de l'attention portée aux autres acteurs engagés dans ce domaine : collectivités, secteur privé.

La création d'espaces de discussion, dans un cadre aussi bien national que régional comme la Méditerranée associant les différentes parties prenantes (État, collectivités, société civile, ONG, secteur privé) ne peut être que profitable à l'ensemble de la société et en tout premier lieu les familles, les femmes et leurs enfants.